

Le budget francophone se dégrade encore

LE RÉSUMÉ

La Fédération Wallonie-Bruxelles n'a pas réussi à éviter que ses finances ne se creusent lors de son ajustement de printemps.

Le déficit budgétaire de l'entité fédérée, initialement annoncé à 200 millions d'euros, atteint aujourd'hui les 245 millions d'euros.

NATHALIE BAMPS

Les finances de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) n'en finissent pas de souffrir. L'origine de ses maux: la sixième réforme de l'Etat, la dégradation de certains paramètres économiques et certains coûts incompressibles, comme la hausse du nombre d'élèves.

Le gouvernement communautaire a bouclé hier son ajustement budgétaire sans parvenir à respecter l'objectif initial, soit limiter le déficit de l'entité fédérée à 200 millions d'euros en 2016. Le manque à gagner est encore plus important: 245

millions d'euros, voire même 261 millions d'euros si la FWB n'arrive pas à décrocher un compromis avec le Fédéral dans son litige sur la dotation négative des infrastructures hospitalières.

«Le problème de la Fédération, rappelle son ministre-président Rudy Demotte, est qu'elle n'a aucune marge de manœuvre en matière de recettes.» Les caisses de la FWB sont alimentées par la dotation venue du Fédéral. Les ministres ont eu beau resserrer les boulons dans leurs départements respectifs (8 millions d'économies), cela n'a pas suffi pour redresser la barre.

Plus d'élèves

Premier facteur impactant négativement les finances francophones: une hausse de 10.000 élèves dans l'enseignement obligatoire. La FWB est financée sur la base d'un clé élèves. Ses moyens auraient donc pu augmenter. Le hic, c'est que Flamands et francophones se répartissent la manne fédérale sur base de cette clé. Contrairement aux attentes, la démographie a été plus forte en Flandre, et donc proportionnellement, c'est l'enseignement

francophone qui a perdu des moyens. Des recettes en diminution donc (le montant n'a pas été communiqué), mais des dépenses, elles, qui sont en hausse de 14 millions d'euros, auxquels il faut ajouter 11 millions d'euros supplémentaires pour les bâtiments scolaires. Coût total de cette hausse démographique: 25 millions.

Toujours au registre «enseignement», le dépassement plus rapide que prévu de l'indice-pivot (mai au lieu de décembre), coûtera dès cette année 54 millions d'euros.

Autre écueil: la dotation négative pour les infrastructures hospitalières appliquée suite aux transferts de compétences. Au lieu de gagner 41 millions d'euros, la FWB va en perdre 16. «Le dossier a été mis sur la table du comité de concertation, nous jugeons que cette dotation négative est anticonstitutionnelle», dit Demotte. Mais pas de résultat à ce stade.

Dernière inconnue qui plombe le budget: les dépenses liées à l'accueil des réfugiés: 15,5 millions. «On ne sait pas encore si l'Europe autorisera la sortie de cette dépense du budget», explique encore Demotte. En atten-

dant, il a été décidé de l'intégrer au résultat. En espérant les corrections futures... Ajoutez encore à cette liste une facture salée de 38 millions provenant d'un litige vieux de 27 ans avec le Fédéral, portant sur les cotisations sociales des enseignants.

Malgré ces mauvaises nouvelles, la FWB ne désespère pas de parvenir

à l'équilibre budgétaire en 2018. Ni de lancer rapidement son Pacte pour un enseignement d'excellence... Avec quels moyens? «Une nouvelle réforme n'implique pas nécessairement des moyens supplémentaires, répond Demotte. Les groupes de travail n'ont pas fait un listing de mémorandums. Ils ont travaillé sur l'efficacité et l'efficience.» Comprenez: il faudra faire mieux avec les moyens actuels, en jouant sur la technique des vases communicants...

«Le problème de la Fédération est qu'elle n'a aucune marge de manœuvre en matière de recettes.»

RUDY DEMOTTE
MINISTRE-PRÉSIDENT DE LA FWB

WALLONIE 50 MILLIONS À TROUVER

Du côté wallon, l'examen des comptes 2016 débute ce jeudi. A priori, les ministres espèrent terminer leur ajustement budgétaire vendredi soir.

Commençons par les bonnes nouvelles. D'après nos informations, les recettes sont en progression de 115 millions d'euros. Cette amélioration est due essentiellement à une hausse des dotations liées à la loi de financement.

La grosse surprise vient des dépenses. Elles augmentent de 142 millions par rapport au budget initial. Les raisons sont multiples: accélération de l'inflation qui augmente la dotation aux OIP et au fonds des communes,

indexation des salaires,...

À ce montant, il faut rajouter plus ou moins 23 millions de dépenses additionnelles liées au sous-financement de politiques transférées par le Fédéral comme les congés éducation payés. Bref, au total, l'exécutif doit trouver 50 millions.

Ce montant est un minimum. Il ne prend pas en compte les demandes des différents ministres pour financer des politiques nouvelles comme la sûreté dans les aéroports. On parle ici de quelques dizaines de millions. Si, à première vue, l'ajustement ne semble pas impossible, le gouvernement devra, comme à chaque fois, racier les fonds de tiroir. Il se dit qu'il pourrait aussi réévaluer le rendement de certaines recettes comme la taxe de circulation.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE